



Lâ??Arcom dÃ©signe le CRIF Â« signaleur de confiance Â»

## Description

BrÃ©ve par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 16 mai 2025



L'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) a annoncé le 12 mai agréer le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) comme « signaleur de confiance ». Ce statut permet à une organisation de signaler des contenus jugés illicites ou problématiques, en bénéficiant d'un traitement prioritaire.

Ces « signaleurs de confiance » étaient jusqu'ici au nombre de 6, tous centrés sur la protection des mineurs, la lutte contre la piraterie audiovisuelle, la cybercriminalité, la cyberviolence ou les addictions et la défense des consommateurs. L'inscription d'une organisation aux positions politiques clivantes ce registre pose une question d'impartialité.

Cette annonce s'inscrit dans un climat de lois et propositions de lois votées sur l'antisémitisme qui, sous couvert de lutte antiraciste, entrent en vigueur une définition de l'antisémitisme qui ne fait pas consensus car elle tend à criminaliser le discours de soutien à la Palestine.

« Le CRIF ne nous représente pas, il ne représente qu'une partie des Juifs et Juives de France. Il soutient pleinement l'État d'Israël et sa politique coloniale. Il illustre depuis des années par ses tentatives répétées de faire taire toute critique du sionisme et de l'état israélien, assimilant ces critiques de l'antisémitisme. Le reconnaître comme « signaleur de confiance », c'est renforcer encore cette confusion d'illâtres et lui promettre toujours plus d'applications en matière de censure », affirme l'Union Juive pour la Paix dans un communiqué condamnant cette décision.

Cette décision de l'Arcom laisse en effet craindre un musellement de la couverture médiatique du génocide en cours en Palestine, au moment-même où l'organisation française Urgence Palestine, qui porte la voix des Palestiniens et tient un rôle central dans la mobilisation en solidarité avec leur lutte, est menacée de dissolution par le gouvernement Retailleau.

**date création**  
2025/05/16